

La dette sous les projecteurs

Partage international n° 183 - Novembre 2003

Interview de Ann Pettifor par Gill Fry

Après un modeste lancement, Jubilé 2000 est devenu une campagne internationale visant à exercer des pressions sur les leaders du G7, afin « d'annuler, d'ici à l'an 2000, par une procédure juste et équitable, les dettes non remboursables des pays les plus pauvres ». A la fin de cette campagne, 24 millions de personnes avaient signé la toute première pétition mondiale pour « l'annulation de la dette », et 41 pays pauvres avaient vu leur dette réduite de 100 milliards de dollars.

Recherche Jubilé a été créée en vue de continuer ce travail, notamment afin d'effectuer des recherches, des analyses d'informations et de données sur la dette internationale et la finance, et de démystifier les concepts économiques, les rendant ainsi accessibles et utilisables pour les militants et le public. Recherche Jubilé est conduite par Ann Pettifor, cofondatrice et, depuis cinq ans, directrice de la Coalition Jubilé 2000 G.-B.

Gill Fry l'a interviewée pour Partage international au bureau de la New Economics Foundation, à Vauxhall, au sud de Londres (Grande-Bretagne).

Partage international : *Qu'est-ce qui vous a conduite à vous lancer dans cette campagne pour l'annulation de la dette ?*

Ann Pettifor : Ce qui a le plus compté, c'est que je suis née en Afrique et que j'ai vécu en Tanzanie dans les années 1970. En réalité, ce sont mes racines qui alimentent ma passion et qui m'ont conduite à cette activité. J'ai cherché un travail englobant les diverses facettes de ma vie. Je suis née en Afrique mais j'ai passé beaucoup de temps en Grande-Bretagne, à travailler dans les secteurs parlementaires, politique et économique, et à m'investir dans le domaine de la dette.

PI. *Comment était-ce de grandir en Afrique du Sud ?*

AP. C'était difficile parce que j'étais une enfant sensible. Nous vivions dans une région rurale de l'Etat d'Orange. Etant à l'époque fervente chrétienne, je n'ai pas tardé à être consciente de l'injustice de notre société. La Bible dit : « *Aime ton prochain comme toi-même.* » Mais en Afrique du Sud,

si notre prochain était un Noir, nous ne l'aimions pas. Je me suis vite rendue compte de l'hypocrisie et des barrières qui divisaient les gens autour de moi, et même au sein de l'Eglise. Plus tard, j'ai perdu mes illusions sur l'Eglise en Afrique du Sud, qui était très divisée.

Je me sentais très seule parce que je souhaitais vivre avec d'autres valeurs, et il était difficile de les trouver dans ma ville. C'était une petite ville minière au milieu du bush, où les seules valeurs étaient l'or et l'argent. Les gens venaient chercher de l'or - les travailleurs creusaient et les propriétaires ne vivaient jamais sur place. Ces mines étaient anglo-américaines et leurs propriétaires vivaient à Londres ou à New York et envoyaient leurs gestionnaires. Ils employaient des milliers de mineurs noirs et quelques responsables blancs. C'était un endroit rude, à la fois excitant et désolé.

PI. *Quels sont les succès de Jubilé 2000 et quels sont les objectifs de Recherche Jubilé ?*

AP. La campagne Jubilé 2000 a mobilisé des gens dans plus de 60 pays et a réussi à persuader les leaders des pays les plus riches, le G7, à annuler la dette à hauteur de 110 milliards de dollars. Nous aurions souhaité qu'ils annulent au moins 350 milliards de dollars, mais cet objectif était très difficile à atteindre pour l'an 2000. Nous avons pourtant obtenu leur promesse d'annuler la dette de 41 pays.

Recherche Jubilé a été fondée à la fin de la campagne, avec pour première mission de braquer un projecteur sur le G7, sur la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), et sur les gens avançant les promesses, afin de s'assurer que la dette soit effectivement abolie. Nous espérons être un modèle pour les campagnes internationales travaillant sur ces questions, et si vous voulez savoir ce qui s'est passé, par exemple, pour la dette en Zambie - de combien ce pays a été soulagé et où en est le processus - vous pourrez trouver ces informations sur notre site web. Nous contrôlons et éclairons les décisions du G7 sur ce qu'ils ont promis, et apportons à ceux qui font campagne les moyens et les données dont ils ont besoin pour inter-venir à divers niveaux. Nous ne nous occupons plus seulement des 41 pays les plus pauvres, mais nous avons élargi nos activités à l'Argentine, l'Indonésie, la Turquie, au Pakistan et à d'autres pays à revenu moyen - ceux dont les pays riches estiment qu'ils n'ont pas besoin de voir leur dette annulée.

PI. *Comment le Réseau Jubilé s'est-il formé ?*

AP. A la fin du Jubilé 2000, nous avons réalisé qu'une campagne pouvait être très utile pour demander à des leaders puissants d'annuler les dettes, mais qu'il était indispensable que la structure des relations entre les créditeurs internationaux et les pays débiteurs soit modifiée. Réfléchissant à la manière dont cela pourrait fonctionner, j'ai rencontré le professeur Raffer, de l'Université de Vienne, qui avait déjà proposé un tel schéma.

Un système judiciaire est nécessaire pour résoudre les crises, car le débiteur comme le créateur sont responsables de la dette. Avec le système actuel, le débiteur porte seul toute la responsabilité, c'est lui le fautif, ses dettes doivent être « pardonnées » et il est responsable des pertes à mesure que la dette s'alourdit. Dans l'ensemble, les créditeurs tirent tout le bénéfice du système. Ils récoltent les intérêts, et en cas d'impayé, avec un peu de patience, les intérêts composés. Certains créent même des dettes fantômes et continuent à encaisser de l'argent bien après que le pays ait complètement fait faillite.

Nous avons commencé à lancer cette idée et les gens nous ont ri au nez, prétendant que cela n'était pas possible, que cela n'arriverait jamais. Enfin, à notre grand étonnement, [le 21 septembre 2001] Paul O'Neill, secrétaire du Trésor américain, présenta des éléments lui permettant d'affirmer devant un comité du Sénat : « *Je pense que le moment est venu d'entreprendre ce dont certains parlent depuis des années et qui n'a jamais été fait ; il faut s'entendre sur une loi internationale à propos de la banqueroute.* » Puis nous avons découvert que les gouverneurs des banques centrales européennes, notamment Mervin King, vice-gouverneur de la Banque d'Angleterre, étaient également favorables à cette idée. Ils s'apercevaient qu'en cas de crise économique, par exemple au Mexique, au Brésil, en Corée du Sud ou en Thaïlande, on leur demandait de fournir au gouvernement de ces pays des dollars ou des devises fortes, afin qu'ils puissent rembourser les banques privées ayant investi dans leur économie, notamment les banques de Wall Street, Londres ou Zurich. Le résultat était que les banques qui avaient accordé ces crédits contestables continuaient à en tirer profit. Lorsque le gouverneur américain ou britannique accorde des crédits aux Etats pour qu'ils couvrent les investisseurs privés, c'est réellement dangereux car cela encourage ces derniers à prendre de mauvaises décisions.

Suite aux déclarations de P. O'Neill, les ministres des Finances du G7 réunis au Canada ont accepté le bien fondé d'une telle structure et ont demandé au FMI de la créer. Nous avons soudain découvert que notre idée était à l'ordre du jour. Nous souhaitons que ce soit une structure de justice équitable pour toutes les parties, et qu'elle implique aussi la société civile,

parce qu'il s'agit de dettes publiques et non privées, et qu'il s'agit de l'argent des contribuables. Cela aidera à éclairer les actes des gouvernements lorsqu'ils empruntent et prêtent, et intéressera les citoyens aux grandes décisions financières internationales.

Mais cette idée a été récemment rejetée par Wall Street qui a mis sur pied une énorme campagne à Washington contre ce projet. Les financiers de Wall Street n'en veulent pas parce qu'ils préfèrent conserver le système existant et combiner leurs affaires derrière des portes closes. Mais ce n'est pas la fin de l'histoire parce que je ne pense pas que les crises financières internationales puissent être résolues sans une telle structure. Si bien que j'attends la prochaine crise financière, où elle s'avérera absolument nécessaire. A mon avis, ce sont les Etats-Unis qui en ont le plus besoin, car c'est la nation la plus endettée.

PI. *Recherche Jubilé va publier un nouveau livre, dans quel but ?*

AP. Même au cours de notre campagne, le FMI a continué à imposer sa politique économique aux pays pauvres. Nous avons effectué des recherches sur ces économies et avons décidé d'écrire à leur sujet, dans un langage compréhensible pour tous. Cet ouvrage, intitulé *The Real World Economic Outlook (les Perspectives réelles du monde économique)*, décrit ce qui se passe dans le monde « réel ». Il jette une ombre sur le rapport annuel du FMI, *World Economic Outlook (Perspectives économiques mondiales)* et dévoile que les perspectives du FMI ne sont pas réalistes. Nous voulons montrer ce qui se passe « réellement » dans le monde.

Le thème de cette année porte sur les conséquences de la mondialisation : dette et inflation. Nous voulons montrer que le résultat de la mondialisation actuelle est un extraordinaire degré d'endettement. La Banque d'Angleterre vient d'annoncer un niveau record d'endettement des ménages. Les gens utilisent leurs cartes de crédit comme s'il n'y avait pas de lendemain, et ils font des emprunts et prennent des hypothèques. Lorsque la crise se produira, ils se retrouveront dans de gros ennuis. Notre livre montre que c'est le résultat direct d'un système économique qui permet aux banquiers de diriger le monde.

La Structure Jubilé

La Structure Jubilé propose la création d'un organe d'arbitrage pour résoudre la crise internationale de l'endettement. Il serait similaire aux organes internationaux utilisés pour résoudre les conflits territoriaux ou entre les

entreprises et les Etats (traités par la chambre de commerce internationale). Cet organe serait composé d'un nombre égal de représentants des créiteurs et des débiteurs. Ces représentants désigneraient à leur tour un arbitre, ou un président, qui assureraient une procédure équitable, transparente et contrôlable. Cette structure agirait selon le modèle établi au chapitre 9 du code légal américain qui traite des cas d'insolvabilité des instances publiques. Ce chapitre 9 donne aussi aux citoyens et aux contribuables le « droit d'être entendu » dans toute audience concernant leur endettement et l'établissement d'un plan de remboursement.

PI. *A quoi pensez-vous que cette crise va nous conduire ?*

AP. Il faut que règne dans le monde beaucoup plus de coopération et beaucoup moins de compétition, et qu'on cesse de dresser les nations et les groupes les uns contre les autres pour une prétendue « efficacité maximale ». Il faut être beaucoup plus attentif sur les questions de distribution et de partage des ressources, aussi bien environnementales qu'économiques et sociales. Je ne pense pas que cela soit possible dans le monde actuel car certains sont devenus tellement riches qu'ils vivent dans un univers irréel, tandis que les pauvres sont tellement pauvres qu'ils ne peuvent s'occuper que de leur survie immédiate ou sombrer dans des explosions de violence. Il me paraît très difficile d'opérer un changement dans une telle situation d'extrême polarisation.

Je suis pessimiste au sujet de l'économie mondiale et je pense que lorsque l'effondrement se produira, et cela ne saurait tarder, tout ce dont nous avons parlé deviendra soudain à la mode. Mais le coût de cette prise de conscience et de cet apprentissage sera malheureusement énorme. Beaucoup de souffrance devra survenir avant que nous apprenions qu'une politique économique à court terme comme celle qui règne en ce moment ne peut pas durer. Je pense que cela aboutira à un effondrement, ce sera extrêmement douloureux, et ceux qui seront le plus durement touchés seront évidemment les pauvres, les jeunes, les personnes âgées, etc. Là où je suis optimiste, c'est que cette dévastation nous permettra, je l'espère, d'apprendre à construire une économie durable.

PI. *Quand pensez-vous que le krach boursier se produira ?*

AP. Je ne crois pas aux prédictions. Ce que je sais, c'est que d'après nos calculs, il existe un endettement de 100 000 milliards de dollars. La réalité est probablement plus élevée car il existe tellement de risques sur les produits dérivés. Et il n'y a que 33 000 milliards de revenu. C'est une bulle de crédit ou de dette, et quand cette bulle éclatera, le krach se produira. La question est de savoir combien de temps la masse des crédits peut continuer de s'accroître avant que ceux qui doivent être remboursés et qui ne le sont pas commencent à s'insurger.

Et il existe d'autres bulles économiques, comme celle du logement, et lorsque celle-ci éclatera, nous assisterons à un krach calamiteux. Mais personne ne peut dire quand. En Grande-Bretagne, il y a des signes que la bulle va éclater mais il semble qu'il y ait moins de signes aux Etats-Unis. La bulle américaine est la plus sérieuse parce qu'à la fois l'Etat et les ménages américains sont les plus endettés du monde, si bien que je crois que lorsque le marché s'effondrera, la bourse s'effondrera. Le résultat c'est que nous en souffrirons tous et que, bien sûr, ce sont les pays les plus pauvres qui en souffriront le plus.

PI. *A quel point est-il difficile d'intéresser les médias à l'allégement de la dette et de la pauvreté ?*

AP. C'était très difficile au début du Jubilé 2000, mais nous avons appris que les médias sont comme vous et moi : ils font leur travail. Vous pouvez leur faciliter le travail, mais il est inutile de leur faire la leçon. Il est important de leur présenter une histoire vraie sous un jour humain, parce que l'essence de la communication avec les médias c'est la simplicité. La plupart des gens, y compris moi-même, ne peuvent absorber que des concepts simples. Je ne peux pas assimiler des choses trop compliquées, et les journalistes sont entraînés à raconter des histoires facilement accessibles. Faire cela en tant que militant demande beaucoup d'adresse : il faut s'y mettre sérieusement et travailler dur pour clarifier les choses, et quand vous y parvenez, il n'y a plus de problèmes avec les médias.

Nous avons dû user de subterfuges, comme organiser des événements pour attirer les grands médias. Nous avons demandé au pape si nous pouvions le rencontrer et lui parler de ce sujet, et nous y sommes allés avec quelques stars du rock, des économistes et d'autres personnalités, si bien que les médias mondiaux ont couvert l'événement. Nous avons aussi travaillé avec Mohamed Ali, par exemple, qui est connu dans le monde entier. Une histoire avec lui fait le tour du monde. Ce sont des techniques que l'on apprend, même si ce n'est pas seulement une question de technique. Il a fallu persuader le pape de faire quelque chose avec nous, mais nous avons

réussi parce que nous avons quelque chose de vraiment important à dire, et nous avons obtenu l'attention des médias.

Ce n'est pas difficile et je crois que les militants ne devraient jamais abandonner, mais qu'ils devraient être plus sophistiqués. Plutôt que de mépriser les médias, ils devraient les apprécier en se montrant prêts à les aider à présenter leur histoire de façon intéressante et frappante. Trop de militants envoient des communiqués de presse ternes et ennuyeux, s'attendant à ce que les journalistes en tirent quelque chose. Si l'histoire n'est pas publiée, ils reprochent aux médias de ne pas s'intéresser au sujet. Lorsque nous avons débuté la campagne, tout le monde disait : « *Personne ne parlera jamais de la dette, c'est un sujet trop ennuyeux, trop confidentiel, trop économique.* » En fin de compte, le *Sun*, le *Daily Mail*, le *Daily Mirror* et le *Daily Express* ont publié des articles à ce sujet, et des photos de Bono et de Mohamed Ali sont parues dans le magazine *Hello* qui écrivit lui aussi un article sur la dette. Tout cela parce que nous avons fait des efforts et avons travaillé dur. Au lieu de mépriser les médias nous les respectons, et nous avons obtenu des résultats.

PI. *La seule manifestation de février 2003 a rassemblé 12,5 millions de personnes dans le monde entier, qui ne défilaient pas seulement pour la paix, mais réclamaient la liberté et la justice pour les pauvres dans le monde. Comment peut-on, à partir de ces manifestations populaires, construire quelque chose de cohérent et d'organisé ?*

AP. Je pense que c'est un grand défi à relever. Nous menons une campagne mondiale et cela implique de créer une coalition internationale. Cela ne fut possible qu'au moyen d'un message simple en espérant qu'il serait repris par d'autres. Notre message fut direct et simple : « *Effacer la dette d'ici à l'an 2000 par un processus équitable.* » Même ce message a provoqué une polémique et des divisions, mais il était suffisamment simple pour attirer le soutien des masses.

Organiser cela à l'échelle internationale est extraordinairement difficile, et il y a malheureusement de nombreuses forces politiques qui se mettent en travers, et des personnes plus intéressées à diviser le mouvement social mondial plutôt qu'à l'unir. La plupart des organisateurs du Jubilé 2000 étaient des femmes, et à mon avis, les femmes sont plus douées pour unir, pour réunir et rassembler les gens. Les hommes, me semble-t-il, particulièrement ceux qui ont du pouvoir au sein d'organismes sociaux militants, tendent à être extrêmement séparatistes et cherchent à diviser le monde en « *ceux qui sont avec moi et ceux qui sont contre moi* » ; alors que les femmes à la tête du Jubilé 2000 n'étaient que trop heureuses d'accueillir toute

personne défendant et acceptant le principe de l'annulation de la dette. Nous avons donc créé un mouvement uni. Cela ne fut pas facile, mais le thème général était : « *Voici une grande tente. Tout le monde y est le bienvenu.* » Vous deviez vous engager en faveur de l'annulation de la dette, mais une fois à l'intérieur de la tente, vous ne deviez pas suivre une certaine discipline ou des règles, ni vous conduire d'une certaine façon. Vous étiez libres de vos actes, mais vous deviez agir de manière à unifier, à unir. Je pense que nous y sommes parvenus, mais ce fut très difficile. Il y a eu de nombreuses tensions et des personnes qui ne voulaient rien faire d'autre que diviser le mouvement.

Je pense que les partis politiques sont vitaux pour notre démocratie, mais avec la mondialisation il nous faut un mouvement social mondial qui ne soit pas un parti politique, parce que les partis politiques sont disciplinés, que leurs leaders sont élus, et qu'ils le sont pour des contrats limités. Un mouvement social susceptible de devenir mondial devrait être conduit par des gens éclairés aptes à diriger, et non par des leaders élus. On ne peut pas discipliner un mouvement social et dire : « *Vous êtes renvoyés du mouvement contre la guerre.* » Et il existe pourtant plusieurs partis politiques qui, à mon avis, souhaitent imposer une telle structure sur ce que l'on appelle un mouvement social. Certains ont tenté de faire cela au Jubilé 2000 et nous nous y sommes fermement opposés, mais c'est très difficile parce que vous vous trouvez alors en lutte avec eux.

PI. *A en juger par l'énorme succès des marches pour la paix, les gens paraissent prêts pour des changements mondiaux - quantité de gens espèrent un monde juste et équitable.*

AP. Ils ont besoin d'un leadership. Il n'y a aucun leader politique, ni même de leader religieux capable de montrer la voie. Ces gens n'ont aucun leader et je pense que c'est une grande tragédie.

Pour plus d'informations : www.jubilee2000uk.org

Les chiffres de la dette

- L'Afrique dépense chaque année 14,5 milliards de dollars (40 millions par jour) pour le remboursement des dettes, et l'aide qu'elle reçoit n'est que de 12,7 milliards (Banque mondiale ; OCDE).

- Les pays en développement (y compris ceux définis comme étant les « moins développés ») consacrent un milliard de dollars par jour au service de la dette (BM).

- En 2001, pour chaque dollar reçu par les pays en développement, ceux-ci versent 13 dollars de remboursement (BM).

- Il suffirait que chaque citoyen des pays les plus riches verse :

- 1,70 dollar par an pour annuler le solde de la dette de l'ensemble des pays africains qualifiés pour l'allègement de la dette (selon l'Initiative pour les pays lourdement endettés) ;
- 10 dollars par an pour financer entièrement la lutte contre le sida, la

tuberculose et la malaria dans les pays en développement ;

- 10 dollars par an pour assurer une éducation et un service sanitaire de base pour 20 des pays africains les plus pauvres (chiffres de juin 2002).

Royaume Uni **Auteur** : Gill Fry, collaboratrice de Share International basée à Londres (G.-B.).

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()